



Un néo-localisme compatible avec les marchés et la globalisation

Une contribution de Robert Spizzichino, membre de l'INTA

Mars 2017

A l'occasion d'Habitat III, à Quito et ailleurs, un vieux débat est resurgi avec force: des maires et des associations de villes ont affirmé qu'elles étaient mieux à même que les Etats et les organisations supra-nationales de traiter les problème du monde; (un mouvement identique s'est développé au début du vingtième siècle). Plusieurs concepts à caractère politique ont été avancés: localisme, territorialisme, municipalisme. On trouvera ci-après un texte de Robert Spizzichino destiné à éclairer certains aspects du débat. Ces éléments vont également figurer dans une brochure de l'association AITEC Urbain "Habitat III, et après", ainsi que dans un prochain numéro de la revue Urbanisme. Ils ont également été évoqués sous d'autres formes lors de la semaine de la transition qui s'est tenue à Grenoble du 8 au 12 mars. Ce débat devra être approfondi. L'INTA y contribuera, dans le cadre de l'Acte 2 de son initiative « Villes et territoires en mutation », travail qui part de la publication faite à l'occasion de la Conférence Habitat III ([consulter](#)), ainsi que dans des exemples portés par ses Communautés de Compétences, notamment sur les nouvelles relations urbain/rural ([consulter](#)) et le processus de métropolisation ([consulter](#)).

Depuis le début du XXème siècle, se sont développées des pensées et des initiatives se réclamant du « localisme »¹ ou du « territorialisme »². Elles supposent une résistance active contre la

¹ Le localisme est une doctrine qui consiste à privilégier ce qui est local sans toutefois se fixer de limites frontalières, afin de favoriser la démocratie participative, la cohésion sociale et l'économie de proximité, donc l'emploi local et la préservation de l'environnement via une moindre empreinte écologique liée au transport de personnes et de marchandises

² Le mouvement territorialiste se fonde sur une critique d'une vision strictement environnementale du développement durable. L'école territorialiste met plus l'accent sur la nécessité d'un développement local et qualitatif, et a élaboré le concept de « développement local durable ». L'objectif est d'arriver à un équilibre entre trois objectifs : un développement orienté vers les besoins fondamentaux (qui ne se réduisent pas aux besoins matériels) ; l'autonomie politique, économique et sociale des communautés locales ; et l'amélioration de la qualité de l'environnement.

globalisation, une exigence d'une réelle transition écologique, ainsi qu'une véritable démocratie participative. On a même qualifié de « néo-localisme » le « localisme ouvert » préconisé par certains auteurs comme Serge Latouche pour étendre les principes du localisme à toute la société et aux relations interpersonnelles. Ces doctrines ont donné lieu à des expériences multiples comme les monnaies locales, le micro-crédit, les AMAP et les circuits courts, les villes en transition, l'agriculture urbaine, l'habitat coopératif, etc.

On aurait pu s'attendre à Quito, Habitat III venant après la COP21, à une forte offensive des mouvements se réclamant de ces pensées pour tenter de répondre aux enjeux mondiaux mis en évidence par les nombreux diagnostics. En fait, il n'en a rien été. Ces expériences « localistes » ont été sorties de leur contexte politique et ont été présentées comme des marqueurs utiles pour une ville durable, sans plus.

En revanche, s'est imposé un vrai « néo-localisme » porté essentiellement par les grandes métropoles mondiales. Un certain nombre d'entre elles, à l'occasion de diverses rencontres, ont affirmé clairement l'incapacité des Etats à résoudre les grands problèmes comme la durabilité, les inégalités sociales et la pauvreté, la sécurité alimentaire, la sécurité, ... Et comme le monde devient de plus en plus urbain, et que les Etats se trouvent affaiblis par leur dette publique, l'idée s'est développée que c'était aux gouvernements des villes de résoudre ces problèmes globaux. De plus, les grandes métropoles mondiales abritant les centres de décision permettant de faire fonctionner la mondialisation ont affirmé qu'elles étaient dotées d'une mission particulière en la matière (actuellement 12,5% de la population mondiale habite dans l'une des 28 mégapoles de plus de 10 millions d'habitants et ce pourcentage va croître de manière exponentielle).

Cela s'est manifesté par de fortes revendications touchant leur reconnaissance par le système des Nations Unies comme acteur à part entière, en particulier dans les conférences internationales ; par la constitution d'instances comme le Parlement des Maires ou de réseaux comme le C40 ; par la présence à l'exposition internationale de Quito de pavillons de métropoles distincts de ceux des Etats et développant souvent des points de vue opposés à ceux-ci. Il est clair que ces offensives vont se poursuivre. Dans les réseaux de villes de tous types qui se sont multipliés ces derniers temps, le poids des grandes métropoles reste dominant.

Le programme de recherche européen CITTA (Cities as international and transnational actors) met bien en évidence l'accélération de ces tendances pour les métropoles à prendre une place croissante dans le gouvernement du monde, en dépassant des frontières étatiques jugées dépassées. Les revendications pour davantage de décentralisation et d'autonomie territoriales vont s'accroître, surtout avec l'arrivée au pouvoir dans de nombreux Etats de dirigeants populistes nationalistes.

Les grandes villes et les régions urbaines ne disposent pas, sauf exceptions, de tous les pouvoirs souhaités en ce qui concerne la gestion de la ressource en eau, les grandes infrastructures portuaires et aéroportuaires, le financement du logement. La dichotomie Région-Métropole qui

existe dans certains pays diminue encore les marges de manœuvre pour conquérir ces pouvoirs. Mais nul doute que l'on va assister à une montée des revendications dans ces domaines.

Ce néo-localisme là est tout à fait compatible avec le libre-échange et la globalisation financière. C'est ainsi que plusieurs fondations de multinationales aident les principaux réseaux de villes où coexistent des élus de droite et de gauche pour lesquels il y a consensus sur les problèmes à résoudre, même si les solutions appliquées ne sont pas les mêmes.

Deux types de « néo-localisme » vont sans doute se développer dans les années qui viennent : celui piloté par les grandes métropoles et celui des villes et territoires qui cherchent des modes de développement alternatifs en rupture avec la mondialisation néo-libérale. Il est intéressant de noter que certaines métropoles appartiennent aux deux types de réseaux : c'est par exemple le cas de Mexico qui est avec « les villes transgressives » et avec le C40.

Il importe de suivre de près ces divers mouvements et d'observer quelles tendances s'affirment et quelles alliances se nouent avec d'autres organisations comme le monde économique, des mouvements sociaux et des universités.

C'est sans doute, davantage que le Nouvel Agenda Urbain, ce qui dessinera le développement urbain des prochaines décennies.